



## **Ford reprend officiellement samedi le contrôle de l'usine de Blanquefort**

31 décembre 2010

L'usine First Aquitaine Industrie (FAI) de Blanquefort (Gironde) repassera officiellement samedi à 0H00 sous le contrôle du constructeur automobile américain Ford, près de deux ans après sa reprise par l'Allemand HZ Holding, a-t-on appris vendredi auprès des syndicats.

"On redevient Ford ce soir à minuit", a expliqué à l'AFP, Philippe Poutou, secrétaire CGT de FAI. Pour lui, ce rachat est "un symbole important même s'il est loin de tout résoudre".

"Cela laisse la possibilité d'espérer quelque chose même si à l'heure actuelle la sauvegarde de tous les emplois est loin d'être garantie et on se demande si Ford a réellement l'intention d'assurer l'avenir du site", a estimé M. Poutou.

Le 8 novembre à Bordeaux, le vice-président de Ford Europe, Ken McFarlan, avait confirmé le rachat du site girondin et avait annoncé sept projets (production de double-embayage et reconditionnement de moteurs...) sauvegardant environ 700 des 1.600 emplois que compte le site.

Le site de Blanquefort a été repris en février 2009 par HZ Holding mais un projet de développement dans l'éolien, crucial pour la pérennité des 1.600 emplois de l'usine (10.000 induits), avait dû être abandonné faute de financements.

Lors d'un vote "consultatif", le 16 décembre dernier, les huit élus du Comité d'entreprise avaient donné leur feu vert au rachat par Ford et aux projets industriels du constructeur.

Fin 2011, néanmoins, l'usine doit cesser de produire des boîtes de vitesse pour Ford, car le constructeur n'utilisera plus ce modèle à partir de cette date. "Nous allons continuer à exercer la pression sur Ford et l'Etat pour garder un maximum d'emplois", a assuré le secrétaire de la CGT.

"Tous droits de reproduction et de représentation réservés - copyright Agence France Presse - Toutes les informations reproduites dans cette rubrique (dépêches, photos, logos) sont protégées par des droits de propriété intellectuelle détenus par l'AFP. Par conséquent, aucune de ces informations ne peut être reproduite, modifiée, transmise, rediffusée, traduite, vendue, exploitée commercialement ou réutilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit de l'AFP."